

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

L'initiative No Billag

4

Les conséquences d'un Oui à l'initiative No-Billag



L'asile politique

11

Limiter les dépenses pour les requérants d'asile déboutés



L'autodétermination

13

Les juges étrangers ne peuvent pas annuler un référendum



Signez maintenant l'initiative de limitation



Stopper l'immigration de masse!



"Stop Doris" – pour que la Suisse évite la douche froide

Notre gouvernement fédéral a été largement débordé l'année dernière. Et l'UE n'a pas hésité à profiter froidement de ces faiblesses. Avec son accord cadre, qui est en fait un contrat colonial, la Commission européenne ne veut pas moins qu'imposer à la Suisse des juges étrangers et la reprise automatique du droit de l'Union européenne. Juncker a parlé d'un «traité d'amitié». Leuthard rayonnait. Cassis doit agir.

La Commission européenne a, à la fin de l'année, décidé de traiter notre pays de manière largement discriminatoire. Quelle belle reconnaissance pour le milliard de la cohésion promis par le Conseil fédéral! Si l'on en croit les médias, la Berne fédérale a vivement réagi au comportement indicible de Bruxelles. Une réaction vive, vraiment? Je vois la chose différemment. Le Conseil fédéral a monté une petite mise en scène pour donner l'illusion d'une vive réaction. Le titre : «S'indigner avec Doris».

Le coûteux petit-déjeuner de l'Internationale démocrate-chrétienne

Un peu auparavant, Leuthard s'était trompée du tout au tout lors du petit déjeuner secret pris avec le représen-



La présidente de la Confédération Doris Leuthard avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker à Berne.



La majorité du Parlement et le Conseil fédéral sont soumis à un chantage de la part de l'UE. Non au versement de 1,3 milliard de francs à l'UE.

tant de l'UE Juncker et le président du PDC, Gerhard Pfister. Entre le café et le croissant, l'UE promettait monts et

«L'accord-cadre assassine notre démocratie directe»

merveilles pendant ce «mini-sommet démocrate-chrétien». Leuthard laissa entrevoir un versement volontaire de 1,3 milliard de francs. Son collègue du Luxembourg ne l'en a pas moins roulée dans la farine, sans pitié. Que la représentante d'un parti qui pèse 11,6% de l'électorat n'ait pas voulu inviter à ce petit-déjeuner les trois grands partis représentés au sein du Conseil fédéral, ni informer ce dernier de la séance, ne peut que me laisser songeur.

Au tour de Cassis, ministre des affaires étrangères

Notre ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis doit prendre le relais et appuyer définitivement sur le bou-

ton « Stop Doris ». Il doit prendre en main le dossier de l'UE, autrement dit «procéder à un échange avec Doris». Et ce, aujourd'hui même, sans attendre demain! Pourquoi?

L'accord cadre précédemment cité assassine notre démocratie directe, unique en son genre. Il faut réagir et lutter contre cela. Il convient de faire trois choses de toute urgence: premièrement, le Conseil fédéral doit bien être bien clair avec Bruxelles et lui faire comprendre que le peuple suisse n'accepterait pas une telle soumission. Deuxièmement, Cassis doit définitivement assécher le discours pro-européen des valets de l'UE issus du PDC et du PS. Et troisièmement, le Parlement doit refuser de verser ce milliard au nom de la cohésion. Sinon, nous risquons bien la douche froide avec Bruxelles.

Roland Rino Büchel,
conseiller national,
Oberriet (SG)



4 L'initiative No-Billag



Le produit de la redevance s'est élevé à 1,358 milliard de francs suisses et la SSR continue de s'étendre encore et encore.

Pourquoi je soutiens No-Billag avec conviction

par Jean-François Rime, conseiller national, entrepreneur, président de l'USAM, Bulle (FR)

Le peuple ne veut pas être mené par le bout du nez. Les Suissesses et les Suisses veulent avoir leur mot à dire sur la manière dont est dépensée la somme de plus d'un milliard provenant de l'impôt sur les médias. Et le peuple ne veut pas être menacé par la ministre des médias et les fonctionnaires de la SSR. Or, c'est exactement ce qui se passe avant la votation sur l'initiative "No Billag".

La SSR prend les gens pour des imbéciles. Elle arnaque les citoyens et les PME et tente, par une lourde campagne de lobbying et de propagande financée par l'argent des contribuables, de faire peur au peuple. En votant oui à l'initiative No Billag, le peuple ne fait que tirer le frein de secours pour être pris au sérieux.

Oui à la SSR

Un oui à l'initiative No Billag ne provoque absolument pas la disparition de la SSR. Principale entreprise du paysage médiatique suisse, la SSR continuera de jouer un rôle important en termes de service public. Un oui à cette initiative lancerait enfin le débat sur le volume et le contenu du service public médiatique. Cela fait des années que la ministre des médias et les patrons de la SSR bloquent une discussion ouverte et honnête sur ce thème brûlant. L'initiative No Billag ne fait rien d'autre que d'exiger ce débat sur le service public dont notre pays a réellement besoin.

Le peuple n'a qu'à payer et à se taire

L'impôt sur les médias rapporte chaque année environ 1,3 milliard de

francs à la SSR (niveau 2016). C'est dire que les prélèvements fiscaux pour la SSR correspondent à environ **la moitié des dépenses pour le réseau des routes nationales** ou à **environ la moitié des dépenses totales suisses pour la formation professionnelle**. Or, si le budget permettant à l'Etat d'assumer ses tâches est voté démocratiquement par le Parlement, **les fonctionnaires de la SSR, donc des personnes sans aucune légitimité démocratique**, peuvent disposer souverainement de plus d'un milliard d'argent des contribuables. Durant la session d'hiver écoulée, les 246 élus du Parlement fédéral ont débattu du budget de la Confédération, donc par exemple des dépenses pour l'agriculture, la sécurité nationale et la formation. En revanche, ni le Parlement, ni le peuple n'ont un mot à

Service public sans arnaque Billag !

OUI SSR:

No Billag OUI



no-billag-oui.ch

Le potentiel d'économie au sein de la SSR est important, c'est pourquoi elle n'a rien à craindre d'un Oui à No-Billag.

dire concernant les milliards de francs d'argent des contribuables perçus par la SSR. Le peuple n'a qu'à payer et se taire. Nous autres Suissesses et Suisses, nous ne saurions accepter cette situation.

Le peuple suisse ne se laisse pas intimider.

Dans la perspective de la votation sur l'initiative No Billag, la ministre des médias et la SSR s'efforcent de peindre la situation en noir. Pure tactique électorale. En cas de oui à l'initiative No Billag, la SSR serait liquidée sans plan B, nous dit-on. Cette menace est lancée par des fonctionnaires SSR grassement payés qui règnent sur des chaînes de radio prenant une part de 58,3% au marché; cette menace est émise par des fonctionnaires qui, grâce à des salaires élevés, débauchent les meilleurs professionnels des médias privés et peuvent travailler avec une infrastruc-

ture largement amortie. La menace proférée par ces fonctionnaires, selon lesquels la SSR serait liquidée sans plan B, est tout simplement infondée en termes de gestion d'entreprise et c'est même un affront en termes démocratiques. Il s'agit de fait d'une tentative de chantage exercée sur le peuple suisse par des **fonctionnaires qui simulent un refus de travailler**. Car si la direction et les responsables stratégiques d'un bijou comme la SSR sont incapables d'imaginer de nouvelles visions et idées entrepreneuriales, alors chaque franc d'argent des contribuables investi est un franc de trop.

Il n'appartient pas à la SSR de diriger la politique et le peuple, bien au contraire ! Cette vérité doit être rappelée avec vigueur par un Oui du peuple et des cantons à l'initiative No Billag le 4 mars prochain.

En tant que principale et plus importante organisation faîtière des petites et moyennes entreprises, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), que préside le conseiller national Jean-François Rime - ici au Palais fédéral à Berne -, s'engage activement en faveur de l'initiative No-Billag.



Pourquoi une initiative pour une immigration modérée ?

par Oskar Freysinger, anc. conseiller d'Etat, anc. conseiller national, vice-président de l'UDC Suisse, Savièse (VS)

Une prérogative essentielle d'un État de droit démocratique est de pouvoir déterminer souverainement les conditions auxquelles des personnes extérieures peuvent entrer sur son territoire. Il en va de son développement harmonieux, de sa sécurité et finalement de sa survie politique, économique et culturelle.

Une frontière qui laisse passer n'importe qui sans conditions ne correspond plus à sa mission essentielle : la perméabilité associée à un filtrage, tout comme l'est la peau humaine pour nous, par exemple. La libre-circulation, en dehors du fait qu'elle fragilise les assurances sociales, engorge le pays, fait grimper le taux de chômage, ainsi que celui de la criminalité et des abus à l'aide sociale, souffre d'une tare essentielle : elle ne permet pas à la Suisse d'actionner souverainement un levier de régulation en fonction de ses intérêts propres et de sa situation sociale et économique intérieure. Le peuple, conscient de ce défaut et constatant l'afflux massif d'immigrants (550'000 citoyens de l'UE entre 2007 et 2016), mais aussi d'un grand nombre de personnes économiquement non productives (31% à travers le regroupement familial), a accepté en 2014 l'initiative UDC contre l'immigration de masse. Or, la majorité politique au parlement, ignorant la volonté populaire, a décidé d'une mesure qui, loin de limiter l'immigration, augmente encore la venue de main d'œuvre de l'UE. Tout ce que les Suisses y ont gagné, c'est un surplus de tracasseries bureaucratiques. Dès lors, il est essentiel de demander au peuple suisse à travers une initiative équilibrée, favorisant le dialogue, s'il veut pouvoir déterminer



Le saviez-vous?

Sommes-nous prêts à dépasser la barre des **10 millions d'habitants** ?

La libre circulation de plus de **500 millions** de citoyens européens leur donne-t-elle le droit d'immigrer et de s'installer dans notre pays?

En moyenne, n'y a-t-il pas plus de **75'000 étrangers** qui immigreront en Suisse chaque année?

l'avenir du pays lui-même de manière circonstanciée ou s'il préfère se le faire dicter par des mécanismes aveugles, voire des automatismes.

Les bilatéraux I sont en faveur de l'UE

Nos adversaires avancent le fait que si la libre-circulation tombe, les autres accords bilatéraux I tombent aussi en raison de la clause-guillotine (étrange nom pour un accord entre partenaires amicaux !). Or, sur les six accords restants, cinq sont très nettement en faveur de l'UE et un seul (celui concernant les entraves au commerce) d'un égal avantage pour les deux parties. Il est donc difficile d'imaginer, dans le cas où l'UE continuerait à refuser de renégocier l'accord sur la libre-circulation, que l'unanimité des 27 décide l'abrogation d'accords qui lui sont très favorables. De plus, la plupart de ces accords sont couverts par les règles de l'OMC.

Immigration d'accord – mais sous conditions

L'UDC soutient les accords bilatéraux, mais pas à n'importe quel prix. Elle soutient la possibilité d'immigrer en Suisse,

mais sous conditions. Or, tout citoyen faisant preuve de bon sens et de pragmatisme dans ce domaine se trouve vilipendé comme un hérétique remettant en cause un dogme intangible. La seule chose intangible sur cette terre est la mort. La vie, elle, appartient à celui qui prend en compte les faits réels et non pas une idéologie aveugle. Nous faire croire que la disparition des frontières serait un gain de liberté est un leurre. Mieux vaut être libre dans un petit appartement que prisonnier dans une cellule luxueuse d'une énorme prison. Celui qui, au bord du gouffre, ôte la barrière et vous invite à étendre les bras pour vous envoyer comme un oiseau ne veut pas votre bien, mais vos biens. Le grand capital mondialisé s'attaque aux frontières et à la souveraineté des Etats-nation parce qu'il veut de la main d'œuvre bon-marché, corvéable à souhait et déplaçable, soumise aux seules lois du marché. La paupérisation des populations et les désordres qui suivent, il n'en a cure, tant qu'il peut augmenter honteusement ses bénéfices. Si vous voulez rester libres et souverains, signez et faites signer l'initiative UDC pour une immigration mesurée (initiative de limitation).

Pourquoi signer l'initiative de limitation?



Jean-Luc Addor
AVOCAT
SAVIÈSE (VS)

« La libre circulation nous empêche de gérer notre immigration de manière autonome. Le moment est donc venu d'en finir avec elle. »



Eric Bertinat
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
GENÈVE (GE)

« Nous devons protéger activement l'emploi pour les nôtres et non pour les autres. Signez l'initiative pour imposez aux autorités ce choix ! »



Virna Conti
ETUDIANTE EN DROIT
BELLEVUE (GE)

« Il est temps que la Suisse contrôle et limite l'immigration qui aujourd'hui menace notre liberté, sécurité et surtout notre prospérité »



Steve Feusier
AGENT DE PLANIFICATION
RECONVILIER (BE)

« Gérer son immigration, c'est aussi mieux accueillir celles et ceux qui en ont vraiment besoin. »



Emmylou Maillard
MATURITÉ EN SCIENCES
VALLORBE (VD)

« Je soutiens l'initiative, car la Suisse est indépendante et le peuple est souverain, il est donc dans notre droit de stopper les excès liés à l'immigration. »



Arthur Petit
CONSEILLER FINANCIER
ROLLE (VD)

« Il est grand temps de reprendre en main la gestion de notre immigration. Montrons à Bruxelles que le peuple suisse est libre et indépendant »



Martin Reist
UNIVERSITAIRE, ENTREPRENEUR
SION (VS)

« Cette initiative est synonyme de démocratie. Notre patrie a le devoir de décider de son avenir et n'a pas de leçon à recevoir de l'UE »



Vincent Rollier
GESTIONNAIRE DE COMMERCE
NEUCHÂTEL (NE)

« Je signe l'initiative car c'est une initiative qui maintient l'indépendance et la neutralité de notre pays »

Les témoignages sur
www.initiative-de-limitation.ch



*Participer
activement*

**Écrivez votre témoignage
en ligne**

Allez sur le site:
www.initiative-de-limitation.ch/

1



**Ecrivez votre
témoignage**

2



**Partagez votre
témoignage
sur Facebook**

3



«Conserver l'autodéter



L'UDC Suisse a de nouveau tenu sa traditionnelle réunion des cadres à Bad Horn. Un grand nombre de membres de toute la Suisse ont assisté à l'événement.

Les 5 et 6 janvier derniers, l'UDC Suisse a tenu son traditionnel séminaire des cadres à Bad Horn. Cette manifestation a été notamment consacrée mainten au de notre autodétermination, à la libre circulation des personnes avec l'UE, à la démocratie directe et donc à notre liberté.

Cette manifestation, bien fréquentée, a vu la participation de nombreux présidents de parti cantonaux, de secrétaires, de présidents de groupe, de conseillers nationaux et de conseillers aux Etats, de conseillers d'Etat et de juges fédéraux issus de notre parti. Pour commencer, les participants ont eu droit à l'intervention du correspondant en Allemagne de la Télévision suisse alémanique, Adrian Arnold, qui a proposé une analyse de la situation poli-

tique chez notre voisin du nord. Ses propos concernant l'influence de l'AFD et du FDP n'ont pas manqué de susciter un vif intérêt chez les auditeurs. Ces derniers eurent ensuite droit à un exposé passionnant sur la libre circulation des personnes en Europe, exposé présenté par notre conseiller national Thomas Matter, qui a pu montrer de manière saisissante comment la mauvaise conception de la libre circulation des personnes est de plus en plus pesante dans toute l'Europe, au point qu'elle a été à l'origine de la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE. Elle a été introduite par Bruxelles d'abord pour dissoudre les Etats et entraîner ensuite une baisse du niveau de vie dans des pays prospères comme la Suisse.

Magdalena Martullo, conseillère nationale et entrepreneure, a, pour clore le sujet, présenté les impacts de la libre cir-

culation des personnes sur le marché du travail suisse. Un marché du travail libéral basé sur la liberté de contracter entre les travailleurs et les employeurs a eu autrefois pour résultat la paix du travail, la confiance, une moindre influence des syndicats et de l'Etat, et donc une plus grande flexibilité ainsi que le bien-être.

L'introduction de la libre circulation des personnes a en revanche détruit les forces de notre place économique. Les mesures d'accompagnement ont entraîné un surcroît de bureaucratie et de réglementation. Les conventions collectives ont plus que doublé depuis 2001, servant ainsi de machines à faire de l'argent pour les syndicats et les associations qui engrangent des millions de francs via les cotisations des travailleurs. On comprend donc pourquoi les syndicats et les partis de gauche sont en faveur de la libre

mination et la liberté»

circulation des personnes avec des mesures d'accompagnement, alors que les travailleurs et les entreprises se découragent, étouffent sous la bureaucratie et que de plus en plus de travailleurs nationaux et étrangers finissent au chômage. Le mot de la fin de cette première journée est revenu à notre conseiller fédéral Ueli Maurer. Il a fait appel aux membres du parti pour qu'ils se mobilisent et luttent une fois de plus pour faire avancer nos intérêts et ceux de nos concitoyens.

Le samedi a été consacré en particulier au rapport entre le droit international non démocratique et le droit démocratique suisse. Valentin Landmann, avocat réputé, ainsi que Martin Schubarth, ancien président du Tribunal fédéral, ont été unanimes pour reconnaître que les droits de l'homme étaient ancrés dans notre constitution longtemps avant que la convention européenne éponyme ait été établie.

Le véritable problème réside dans la Cour européenne des droits de l'homme, laquelle outrepassé aujourd'hui massivement ses compétences et se mêle d'affaires internes aux Etats, qui ne la



À la fin du premier jour, le conseiller fédéral Ueli Maurer, chef du DFF, s'est adressé aux personnes présentes avec passion et humour.

concernent en rien. Le conseiller national Hans-Ueli Vogt a présenté ensuite dans un exposé passionnant comment notre initiative pour l'autodétermination

aborde cette problématique, crée la sécurité juridique et veille une fois de plus à ce que le droit démocratique suisse prévale. Au terme de la journée, Christoph Blocher, notre stratège en chef, a fait une analyse de la situation, lancé un appel à la mobilisation et insisté sur les thèmes politiques les plus importants qui nous occuperont jusqu'aux élections de 2019.

Le président du parti et conseiller national Albert Rösti a proposé enfin une synthèse, tiré les enseignements nécessaires pour la suite du travail et conclu une manifestation qui s'est avérée une fois de plus très réussie.



La conseillère nationale Magdalena Martullo, entrepreneure, a parlé de la libre circulation des personnes et de leurs effets néfastes sur le marché du travail suisse.

Gabriel Lüchinger, secrétaire général de l'UDC Suisse



#SUZUKI#KOMPAKT#COOL#4x4

NEW SUZUKI SWIFT BEREITS FÜR **Fr. 15 990.-**
ODER AB **Fr. 108.-/MONAT**



New Suzuki Swift Compact Top Hybrid 4x4

NEW SUZUKI IGNIS BEREITS FÜR **Fr. 14 990.-**
ODER AB **Fr. 95.-/MONAT**



New Suzuki Ignis Compact Top Hybrid 4x4

ALLGRIP 4x4 (HYBRID)

ALLGRIP 4x4 (HYBRID)

Leasingkonditionen: 24 Monate Laufzeit, 10 000 km pro Jahr, effektiver Jahreszins 0.9%. Vollkaskoversicherung obligatorisch, Sonderzahlung: 30 % vom Nettoverkaufspreis. Der Leasingzinsatz ist an die Laufzeit gebunden. Ihr offizieller Suzuki Fachhändler unterbreitet Ihnen gerne ein individuell auf Sie zugeschnittenes Leasingangebot für den Suzuki Ihrer Wahl. Leasingpartner ist die MultiLease AG. Sämtliche Preisangaben verstehen sich als unverbindliche Preisempfehlung inkl. MwSt.

SUZUKI FAHREN, TREIBSTOFF SPAREN: New Suzuki Swift Unico, 5-Gang manuell, 5-türig, Fr. 15 990.-, Treibstoff-Normverbrauch: 4.3 l/100 km, Energieeffizienz-Kategorie: D, CO₂-Emissionen: 98 g/km; CO₂-Emissionen aus Treibstoff- und/oder Strombereitstellung: 22 g/km; **Hauptbild:** New Suzuki Swift Compact Top Hybrid 4x4, 5-Gang manuell, 5-türig, Fr. 22 690.-, Zubehör: Frontgrill-Kit, Treibstoff-Normverbrauch: 4.5 l/100 km, Energieeffizienz-Kategorie: D, CO₂-Emissionen: 101 g/km; CO₂-Emissionen aus Treibstoff- und/oder Strombereitstellung: 23 g/km; New Suzuki Ignis Unico, 5-Gang manuell, 5-türig, Fr. 14 990.-, Treibstoff-Normverbrauch: 4.6 l/100 km, Energieeffizienz-Kategorie: F, CO₂-Emissionen: 104 g/km; CO₂-Emissionen aus Treibstoff- und/oder Strombereitstellung: 23 g/km; **Hauptbild:** New Suzuki Ignis Compact Top Hybrid 4x4, 5-Gang manuell, 5-türig, Fr. 21 990.-, Zubehör: Exterior Kit, Treibstoff-Normverbrauch: 4.7 l/100 km, Energieeffizienz-Kategorie: E, CO₂-Emissionen: 106 g/km; CO₂-Emissionen aus Treibstoff- und/oder Strombereitstellung: 24 g/km; Durchschnittswert CO₂-Emissionen aller in der Schweiz neu immatrikulierten Fahrzeugmodelle: 133 g/km.

Die kompakte Nr. 1



Way of Life!

www.suzuki.ch

**VOTRE
ANNONCE
ICI**

Plus d'informations en appelant le
031 300 58 58 ou par e-mail à
franc-parler@udc.ch.

**VOTRE
ANNONCE
ICI**



dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

MARKUS REZZONICO
SVP-Delegierter Kanton Solothurn
AUNS-Mitglied

Mobile: 079 332 61 61
markus.rezzonico@dietschi.ch

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'600 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Patrice Piquerez | Crédit images: Schweizer Parlament, Wikipedia, UDC Suisse

Limiter les dépenses pour les requérants d'asile déboutés

La modification de la loi sur l'asile introduit des exigences plus élevées concernant l'assignation des requérants d'asile dans un centre spécial pour les déboutés. En outre, les tribunaux doivent concrétiser la notion de « menace grave ». Ce qui ne manquera pas d'entraîner un surplus d'affaires juridiques inutiles et des coûts supplémentaires, et de donner un mauvais signal. Il faut donc garder la réglementation actuelle.

Si cela n'était pas écrit noir sur blanc dans la nouvelle loi sur l'asile, on aurait de la peine à le croire: le Conseil fédéral et le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) veulent assouplir les critères relatifs aux conditions où un requérant d'asile doit être conduit dans un centre spécial pour les requérants déboutés.

Les critères pour une mise en danger ou une entrave étaient effet clairement définis jusqu'ici, alors que la nouvelle loi sur l'asile ne parle plus que de « mettre

« Le SEM veut tout bonnement introduire d'autres avantages pour les requérants déboutés. »

en danger » ou « d'entraver considérablement », et ce d'une manière très générale. Les tribunaux seront donc bien obligés d'interpréter ces notions au cas par cas, ce qui induira inmanquablement des coûts supplémentaires ainsi qu'un ralentissement sensible des procédures, alors que celles-ci devraient être accélérées.

On se demande automatiquement s'il s'agit d'intention ou d'inadvertance.



Environ 35'000 requérants d'asile vivent sur le dos des contribuables en Suisse.

Autrement dit, le SEM a-t-il fait preuve d'incompétence ou est-ce qu'il ne veut pas tout bonnement introduire d'autres avantages pour les requérants d'asile déboutés?

L'industrie de l'asile a le bras long au sein du SEM

Si l'on regarde d'où viennent les dirigeants du SEM, alors on s'aperçoit bien vite l'intention qui se cache là derrière. Le « syndrome Mère Theresa de Caritas » ne cesse de se propager. Ce qui ne saurait étonner outre mesure car ces dirigeants, y compris la cheffe du département, ont tous été des cadres de l'industrie de l'asile!

Le directeur du SEM, le secrétaire d'Etat Mario Gattiker, était responsable du service juridique chez Caritas. Sa remplaçante, Barbara Büschi, était quant à elle présidente de Caritas Berne. Esther Maurer, qui occupe le poste de vice-directrice, était présidente de « Solidar Schweiz »

(ancienne œuvre d'entraide) et a signé un appel pour que la Suisse accueille 50'000 réfugiés. Mentionnons également que Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale, a été présidente de Swissaid pendant 5 ans. Encore des questions?

L'UDC réclame le retour à l'ancien régime

L'UDC se positionne contre ce renchérissement et ce ralentissement de la procédure. Elle a présenté une motion à ce propos et réclame le retour à l'ancienne réglementation. Nous sommes curieux de voir si les représentantes et les représentants du PLR et du PDC vont nous soutenir dans les commissions et au Parlement.

Andreas Glarner,
conseiller national,
Oberwil-Lieli (AG)



Ergänzungswahl in den Staatsrat Election complémentaire au Conseil
vom 4. März 2018 d'Etat du 4 mars 2018

**LE BON SENS TERRIEN À FRIBOURG
BODENSTÄNDIG FÜR FREIBURG**



**RUEDI
SCHLÄFLI**

au Conseil d'Etat
in den Staatsrat

www.ruedischlaefli.ch
facebook

UDC SVP **5** Liste

Ruedi Schläfli s'engage pour une politique réaliste, respectueuse et empreinte de bon sens en faveur de toutes et tous; il saura avoir une vision pragmatique mais aussi futuriste pour le canton de Fribourg. Ses objectifs seront d'octroyer aux PME et aux agriculteurs une liberté de fonctionne-

ment maximale avec un développement optimal. Il souhaite simplifier les procédures d'autorisations et administratives en général, encourager le système de formation dual, soutenir la mise en place d'une politique foncière active et efficace, préserver l'autonomie communale et cantonale selon les principes

du fédéralisme et mettre en oeuvre rapidement la réforme de l'imposition des entreprises.

C'est pourquoi, le 4 mars prochain, votez et faites voter Ruedi Schläfli à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat fribourgeois.

L'autodétermination – c'est la moindre des choses !

Le Conseil fédéral veut que le peuple s'exprime en 2018 sur une adhésion de la Suisse à un accord institutionnel avec l'UE. Pour l'UDC, il n'y a aucun doute qu'un accord qui obligerait la Suisse à appliquer le droit de l'UE sous le contrôle d'une Cour étrangère violerait la Constitution, puisqu'elle mettrait fin à la souveraineté du pays et paralyserait la démocratie directe dans les domaines couverts par le droit de l'UE.

Le Conseil fédéral n'aurait pas besoin de chercher un texte à soumettre au peuple. Ce texte existe, c'est l'initiative UDC d'autodétermination. Notre initiative rappelle que la Constitution fédérale, et non les traités, constitue la source ultime du droit, elle interdit par conséquent à la Confédération de contracter des obligations de droit international en conflit potentiel avec la Constitution et lui fait obligation d'adapter les traités existants à la Constitution et à ses évolutions. Le texte a été déposé le 12 août 2016, le Conseil fédéral l'a déclaré

valable, puis transmis au parlement le 5 juillet 2017 en lui recommandant de le rejeter sans contreprojet. Il ne manque donc que la prise de position des chambres pour pouvoir voter.

La Constitution, ADN de l'Etat

ADN de l'Etat, la Constitution ne peut être adoptée ou modifiée que par le peuple et les cantons. En cas de modification, les lois doivent être adaptées de même que les engagements internationaux. Seul le droit international impératif coutumier s'impose indépendamment des textes.

L'idée d'une primauté générale du droit international sur celui des Etats est née dans les salles universitaires. Cette conception a fait souche dans les esprits des étudiants soucieux de réussir leurs examens, ils l'ont popularisée dans leurs travaux pour devenir à leur tour professeurs, ou juges ou juristes des administrations fédérales et cantonales.

La démocratie directe est le levier contre la mondialisation

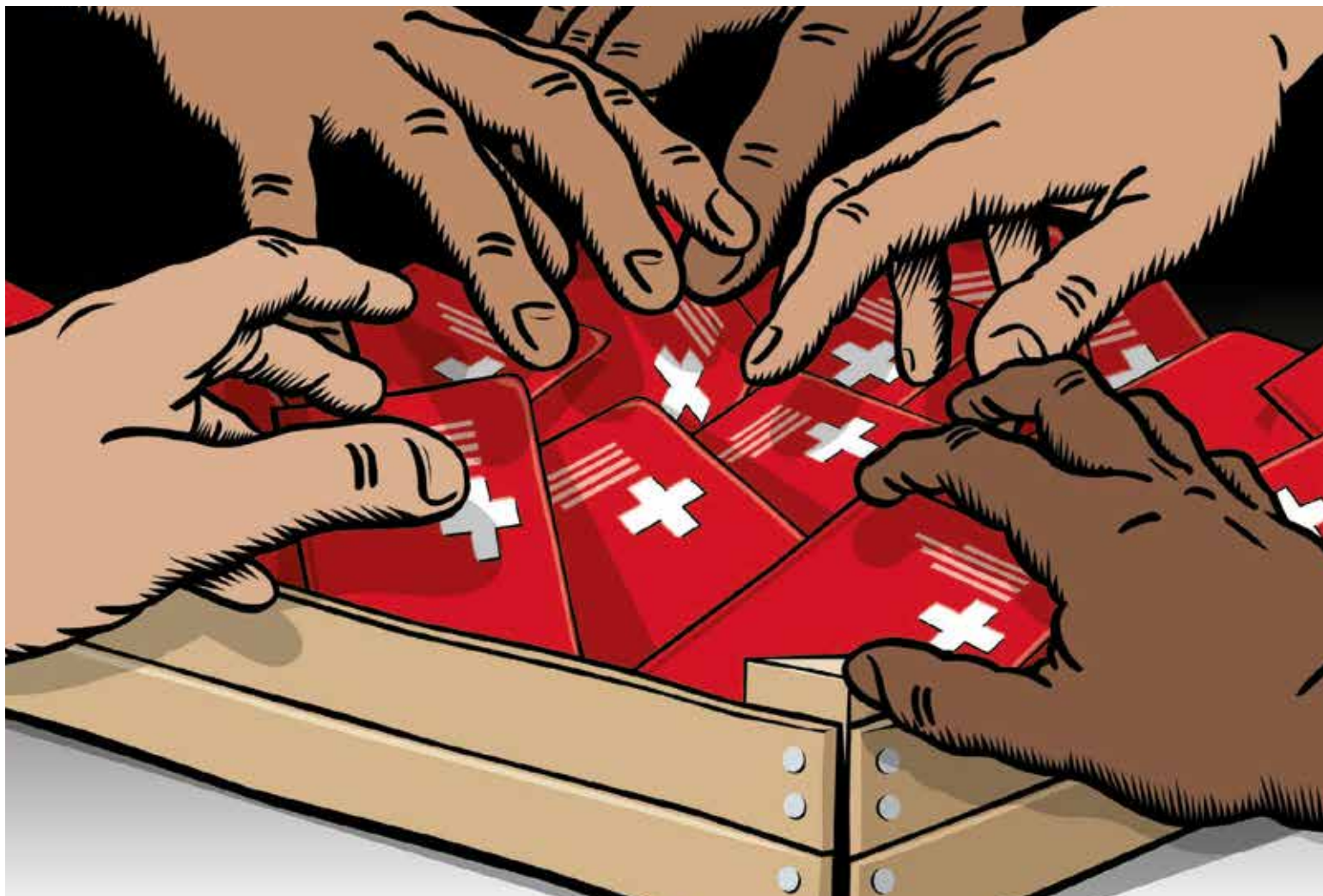
Alors que les frontières s'effacent sous la pression du droit international économique, les peuples d'aujourd'hui rêvent de leviers politiques aptes à juguler la mondialisation. Ce levier existe en Suisse, c'est la démocratie directe. L'initiative d'autodétermination est donc nécessaire et elle vient à point nommé répondre à la question la plus actuelle et la plus importante qui se pose à la Suisse de 2018.

Yves Nidegger,
conseiller national,
Genève (GE)



La voix du peuple n'a pas plus de valeur pour l'UE que le papier toilette.





Genève, naturalisations à gogo

Le 1^{er} janvier 2018 est entrée en vigueur la nouvelle loi sur la nationalité, votée en 2014 et annoncées comme plus restrictive. Elle promettait que seuls les étrangers bien intégrés pourront obtenir le passeport suisse. Parmi les nouveautés, notons l'une d'entre elles: il n'y aura plus deux procédures simultanées (Commune, Confédération), mais une procédure communale puis une procédure fédérale, la durée totale du traitement de dix-huit mois restant inchangée.

A Genève, la situation actuelle est des plus préoccupantes pour celui qui attend d'une personne naturalisée qu'elle soit – au minimum – intégrée tout en respectant les délais du processus de naturalisation.

Au niveau cantonal, ce sont 5'379 demandes de naturalisation qui ont été déposées en 2016 et 5'970 en 2015, deux années il est vrai vertigineuses et exceptionnelles en la matière. Mais en réalité c'est encore plus de demandes qui sont déposées à l'Office cantonal de la population et des migrations (OCPM) qui refuse chaque année un quart des demandes parce que ne répondant pas aux conditions attendues.

Au niveau communal, pour la seule Ville de Genève qui traite 40% des dossiers de naturalisation, il n'y a eu ces deux dernières années qu'un seul préavis négatif délivré par le Conseil d'Etat.

Alors, cette nouvelle loi va-t-elle réellement répondre aux promesses du Conseil fédéral ? La réponse est évidemment non. Genève reçoit plus de 20 demandes

de naturalisation par jour (7 jours sur 7). Il faut donc une armée de fonctionnaires pour étudier attentivement les dossiers (ce qui n'est pas le cas) et surtout une vision politique claire de ce que la loi nous demande pour naturaliser ou non ces candidats au passeport suisse. Or, si la droite conservatrice défend mollement la naturalisation comme étant l'aboutissement final de l'intégration, la gauche exige que la naturalisation soit simplement une invitation à l'intégration. Malgré un Conseil d'Etat de « droite », c'est bien évidemment une politique de gauche qui est appliquée au bout du lac avec pour résultat 80'000 naturalisations en vingt ans.

*Eric Bertinat,
vice-président du
Conseil municipal,
Genève (GE)*



Diviser par deux les rémunérations au lieu d'avoir un Parlement professionnel

par Roger Köppel, conseiller national, Küssnacht (ZH)

Le Parlement fédéral s'occupe de beaucoup de choses absurdes. Des sessions entières sont gaspillées à discuter d'interventions de parlementaires qui n'ont aucune substance et aucune chance non plus. Un parlement dont la Délégation administrative édicte un règlement anti-sexiste des plus primaire concernant le comportement que doivent adopter les hommes et les femmes sous la coupole fédérale a définitivement gaspillé beaucoup trop de temps et d'argent. C'est le système: la charge est délibérément maintenue à un niveau élevé afin de repousser les miliciens qui sont principalement actifs comme entrepreneurs, commerçants ou employés dans l'économie privée. Les véritables représentants de l'économie, ceux qui y travaillent réellement, sont pratiquement absents des deux chambres, à part quelques exceptions. Ils sont également bloqués par une charge

de travail artificiellement gonflée. Il faut donc que ces blocages disparaissent. Les profiteurs, les bureaucrates et les affairistes doivent être bridés.

Diviser par deux les salaires des représentants aux Chambres: la motion parlementaire est déposée

La solution la plus simple est de passer par le portemonnaie. C'est pourquoi j'ai déposé une motion afin de diviser par deux les encaissements beaucoup trop élevés des parlementaires fédéraux. Le montant actuel des revenus, des indemnités et autres allocations a fait en sorte que de moins en moins de parlementaires exercent encore un métier comme vous et moi. Ils accomplissent bien au contraire leur mandat politique à plein temps ou se font payer par une association, un syndicat, une administration publique ou une entreprise. D'autres ont vendu ou remis leurs en-

treprises afin de pouvoir se consacrer à leur mandat politique. On comprend dès lors l'intérêt qu'il y a d'avoir un maximum de temps de séance (qu'il soit productif ou non) et de remplir ce dernier avec des futilités au lieu de s'en tenir à un calendrier strict, car plus les séances durent, plus les indemnités augmentent.

Diviser par deux les rémunérations, c'est renforcer notre Parlement de milice

Une telle situation a des impacts directs sur la politique et se répercute dans des lois de plus en plus inutiles, des charges bureaucratiques et un étatisation de plus en plus envahissant. Diviser par deux les rémunérations des parlementaires est donc la meilleure solution pour stopper ce développement désastreux qui se fait aux dépens de nos concitoyennes et concitoyens.

Le revenu des parlementaires a plus que doublé



Le revenu annuel des conseillers nationaux s'élève aujourd'hui en moyenne à 130 000 francs. Roger Köppel demande une diminution de moitié.



18^e Coupe nationale UDC de Jass

avec le conseiller fédéral Ueli Maurer et
des conseillers nationaux et aux Etats
UDC

Samedi, 17 février 2018

09h45 – 16h00

(ouverture des portes à 9h00)

À la Turmatthalle à Stans (NW)

Genre de jeu

Chibre avec partenaire tiré au sort.
4 passes à 12 jeux, 48 jeux comptés.

Types de cartes

Cartes françaises et alémaniques.

Prix

Des prix attractifs. Chaque participant reçoit un
cadeau. Challenge pour le vainqueur

Concours d'estimation:

1er prix Fr. 300.-

2e prix Fr. 200.-

3e prix Fr. 100.-

Coûts d'inscription

- Coûts d'inscription: Fr. 30.-
Le montant d'inscription sera versé à l'entrée
- Repas de midi: Fr. 20.-
Bons en vente à la caisse vers l'entrée

Participants

Tous les politiciens UDC, membres de l'UDC,
sympathisants de l'UDC et amateurs de Jass sont
cordialement invités à cette sympathique
manifestation.

Inscription

Pour faciliter notre organisation, nous vous prions
de vous annoncer le plus rapidement possible avec
le talon ci-dessous, par courriel, par courrier
postal ou par fax (nombre de places limité). Suite
à votre inscription, vous recevrez une
confirmation par poste, incl. les détails et un plan
de situation.

Date limite d'inscription: 9 février 2018

Organisation

L'UDC Stans sous la direction du président du
groupe Marc Christen et du conseiller national
Felix Müri.

Directeur du tournoi: Fabian Cadonau.



Talon d'inscription

Je m'inscris à la 18^e Coupe nationale UDC de Jass du samedi 17 février 2018:

☐ Cartes françaises

☐ Cartes alémaniques

☐ Egal

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

NP Lieu: _____

Tél.: _____

Courriel ou fax: _____

Inscription jusqu'au 9 février 2018 au:
Secrétariat général UDC, Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 300 58 58 - Fax 031 300 58 59 - Courriel: anmeldung@svp.ch